



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9820^e séance

Mercredi 18 décembre 2024, à 15 heures
New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique)

<i>Membres :</i>	Algérie	M. Koudri
	Chine	M. Geng Shuang
	Équateur	M. Piedra Calderón
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. Dharmadhikari
	Guyana	M ^{me} Benn
	Japon	M. Yamazaki
	Malte	M ^{me} Gatt
	Mozambique	M. Kumanga
	République de Corée	M. Hwang
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki
	Sierra Leone	M. George
	Slovénie	M ^{me} Jurečko
	Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République populaire démocratique de Corée et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour une motion d'ordre.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous tenons à exprimer officiellement notre désaccord de principe avec la proposition de la présidence américaine du Conseil d'inviter l'Ukraine à participer à la présente séance, ainsi que, en vertu de l'article 39, les représentants de l'Union européenne et de l'organisation non gouvernementale (ONG) Conflict Armament Research.

Depuis la première semaine de ce mois jusqu'à aujourd'hui, la présidence américaine du Conseil a battu tous les tristes records possibles en matière de violation des pratiques établies pour les travaux du Conseil de sécurité, transformant ses séances en un acte de bouffonnerie politisé. Nous avons la forte impression que nos collègues des États-Unis ont oublié que le Conseil de sécurité n'est pas une convention du Parti démocrate. Dans cette salle, il faut respecter les règles établies afin de renforcer l'autorité du Conseil de sécurité et d'assurer l'efficacité de ses travaux.

Chaque jour depuis trois semaines, diverses personnes ont été invitées à s'exprimer devant le Conseil de sécurité en vertu de l'article 39. Leur compétence est pour le moins douteuse, et elles sont clairement là pour promouvoir la stratégie politique de Washington devant les caméras. En outre, nous ne sommes informés de la participation de ces personnes qu'à la veille des séances, ce qui empêche toute discussion sur la pertinence de leur invitation. C'est un manque de respect pour le Conseil de sécurité, ses règles et ses procédures, et une perte totale de notre temps et de notre attention.

Nous avons déjà entendu M. Jonah Leff en juin (voir S/PV.9676) lorsqu'il a tenté de convaincre le Conseil de l'origine nord-coréenne des missiles figurant sur ses photos. Conflict Armament Research, l'organisation

qu'il représente, est financée par l'OTAN et l'Union européenne. Pouvons-nous donc compter sur lui pour fournir des évaluations indépendantes ou impartiales ? Bien sûr que non. On voit clairement d'où viennent les ordres politiques suivis par cette ONG. Sa méthodologie de travail est très primitive. Ses experts n'examinent que les éléments présentés par le Bureau du Procureur général et le Ministère de la défense de l'Ukraine. Leurs conclusions se fondent uniquement sur des données provenant de laboratoires ukrainiens et sur des images satellites de mauvaise qualité. Leur évaluation de débris de missiles donne lieu à des thèses clairement conspirationnistes, d'après lesquelles, par exemple, l'année de fabrication serait indiquée selon le calendrier nord-coréen. Ces éléments n'ont rien à faire dans une discussion sérieuse. Ces données peuvent être fournies à CNN ou à la BBC qui les apprécieront et les diffuseront volontiers. Mais il ne faut pas les présenter au Conseil de sécurité.

Quant à l'Ukraine et à l'Union européenne, il est clair que ces participants n'ont rien à voir avec la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ». Ils n'ont rien à voir avec cette question régionale et n'apporteront aucune véritable contribution au débat. Il est également clair que leur présence au Conseil de sécurité a pour seul objectif de le politiser et de relayer les allégations sans fondement formulées par les membres occidentaux du Conseil, qui s'apparentent à de mauvais articles de presse. Tout cela sape l'autorité du Conseil et érode la confiance dans ses résolutions et ses décisions.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je suis favorable à ce que le Directeur exécutif de Conflict Armament Research présente un exposé. M. Leff a déjà présenté un exposé lors de la séance consacrée à la République populaire démocratique de Corée en juin (voir S/PV.9676), durant la présidence coréenne du Conseil. À l'époque, la plupart d'entre nous avaient trouvé sa présentation instructive et pertinente. J'appuie également la participation des représentants de l'Union européenne et de l'Ukraine, étant donné que des missiles balistiques nord-coréens, qui sont potentiellement capables d'emporter des armes nucléaires, sont lancés sur un champ de bataille européen, et que l'ordre du jour de la présente séance est « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ».

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Pour ce qui est du représentant du groupe Conflict Armament Research, il a participé à la séance du Conseil de sécurité qui s'est tenue au mois de juin, a communiqué des

informations très utiles (voir S/PV.9676) sur les questions de non-prolifération au niveau mondial, y compris la fourniture de missiles balistiques nord-coréens à la Russie, et a avancé des arguments fondés sur des éléments de preuve concernant le renforcement de la présence militaire de la Corée du Nord.

S'agissant de la participation des représentants de l'Union européenne et de l'Ukraine, le renforcement de la présence militaire de la République populaire démocratique de Corée n'est plus une question régionale, mais une préoccupation mondiale qui a une incidence directe sur la situation en Ukraine. Bien entendu, nous savons tous que la Corée du Nord a participé, au titre de l'article 37, à la dernière séance du Conseil de sécurité consacrée à l'Ukraine qui a eu lieu le mois dernier (voir S/PV.9796). Nous croyons savoir que la Corée du Nord elle-même ne nie pas son implication dans la situation en Ukraine. C'est pourquoi le Japon ne considère pas que la participation de ces parties soit un problème ; elle est au contraire souhaitable. Le Japon approuve la liste d'orateurs et d'oratrices proposée par la présidence.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Il ne fait aucun doute que le Conseil de sécurité doit disposer des meilleures informations possible pour éclairer ses délibérations, mais depuis que la Russie a opposé son veto au Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) (voir S/PV.9591), nous avons été contraints de chercher ailleurs des organisations crédibles de la société civile pour combler cette lacune. Le groupe Conflict Armament Research possède une longue expérience en matière d'établissement de rapports indépendants fondés sur des données probantes, et nous estimons que le Conseil doit l'entendre.

En ce qui concerne la participation de l'Union européenne et de l'Ukraine, comme l'ont dit nos collègues du Japon et de la République de Corée, il existe des preuves tangibles de l'utilisation en Ukraine de munitions et de missiles provenant de la République populaire démocratique de Corée. Nous savons désormais que des soldats de la République populaire démocratique de Corée se sont livrés à des combats directs avec les forces ukrainiennes. Aussi l'Ukraine a-t-elle une raison évidente de participer à la présente séance, de même que l'Union européenne, étant donné qu'il s'agit manifestement d'une question de sécurité européenne.

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Rosemary

DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M. Jonah Leff, Directeur exécutif de l'organisation Conflict Armament Research.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Stavros Lambrinidis, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : Il m'a été demandé de présenter aujourd'hui un exposé au Conseil de sécurité sur le respect du régime de non-prolifération par la République populaire démocratique de Corée et sur ses activités militaires.

La République populaire démocratique de Corée s'emploie activement à acquérir de nouvelles capacités militaires, conformément au plan quinquennal de développement militaire qu'elle a dévoilé en janvier 2021. Elle a lancé cette année un missile balistique intercontinental, quatre missiles balistiques à portée intermédiaire et plusieurs missiles balistiques à courte portée. Elle a également tenté de lancer un satellite de reconnaissance militaire.

Les tirs à portée intermédiaire ont été associés aux essais de ce que la République populaire démocratique de Corée qualifie de « têtes de missiles contrôlées hypersoniques et manœuvrables » et de missiles à têtes multiples. En outre, certains éléments laissent penser que la République populaire démocratique de Corée a continué activement de développer son programme nucléaire. En septembre, les médias d'État de la République populaire démocratique de Corée ont rendu compte d'une inspection d'une base d'enrichissement de l'uranium par le dirigeant du pays. Cela semble étayer les informations antérieures faisant état de l'existence d'une deuxième usine d'enrichissement de l'uranium, qui n'a pas encore été déclarée, à Kangson, en plus de celle de Yongbyon. Qui plus est, le 20 novembre, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a indiqué que l'Agence avait constaté que le réacteur de 5 mégawatts de Yongbyon n'avait pas fonctionné entre la mi-août et la mi-octobre. Selon les experts de l'AIEA, ce hiatus aurait laissé suffisamment de temps pour recharger le réacteur et entamer son septième cycle d'exploitation.

En novembre dernier, la République populaire démocratique de Corée a aussi présenté ouvertement ses vecteurs d'armes dans le cadre d'une exposition à Pyongyang. Les autorités ont mis en vedette le dernier missile balistique intercontinental Hwasong-19 à combustible solide, que la République populaire démocratique de Corée a lancé pour la première fois le 31 octobre. Ce missile a battu les records du vol le plus long et de l'altitude la plus élevée jamais atteints par un missile balistique intercontinental lancé par la République populaire démocratique de Corée. Le Hwasong-19 et d'autres systèmes d'armes présentés dans l'exposition sont fabriqués en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Cette exposition démontre que la République populaire démocratique de Corée est loin de ralentir son programme de missiles balistiques. La poursuite par la République populaire démocratique de Corée de ses programmes nucléaire et de missiles balistiques porte atteinte au régime mondial de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Alors que l'année 2025 approche, dernière année du plan militaire quinquennal de la République populaire démocratique de Corée, nous appelons une nouvelle fois le pays à respecter pleinement ses obligations internationales.

L'attention internationale s'est aussi portée récemment sur le renforcement signalé de la coopération militaire entre la République populaire démocratique de Corée et la Fédération de Russie. Selon les médias, depuis 2023, la République populaire démocratique de Corée a envoyé à la Fédération de Russie plus de 13 000 conteneurs remplis de munitions, de missiles et de pièces d'artillerie. Parmi ces pièces figurent des canons automoteurs de 170 millimètres et des lance-roquettes multiples de 240 millimètres. Les forces russes auraient également utilisé des missiles balistiques à courte portée provenant de la République populaire démocratique de Corée pour frapper l'Ukraine.

De surcroît, et toujours selon les médias, plus de 10 000 soldats de la République populaire démocratique de Corée ont été dépêchés dans la Fédération de Russie depuis le mois d'octobre, où ils ont reçu une formation et du matériel. Selon les autorités des États-Unis et de l'Ukraine, ils sont maintenant déployés dans la région russe de Koursk, où ils combattent aux côtés des forces russes. Bien que l'ONU ne soit pas en mesure de vérifier ces affirmations, elles sont préoccupantes, comme l'a noté le Secrétaire général dans une déclaration faite le 3 novembre. Le 18 novembre, dans les observations que j'ai formulées en son nom au Conseil (voir S/PV.9788), le Secrétaire général a souligné que le déploiement signalé de milliers de soldats de la République populaire

démocratique de Corée dans la zone de conflit, et leur participation aux combats, jetaient de l'huile sur le feu, accentuant encore la gravité et la dimension internationale d'un conflit explosif. Nous appelons de nouveau tous les acteurs concernés à s'abstenir de toute mesure susceptible d'entraîner une extension du conflit et une intensification de la guerre en Ukraine.

Même si le Conseil de sécurité n'a pas prorogé le mandat du Groupe d'experts qui appuyait le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), le régime de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée et le Comité sont toujours en place. Je tiens à rappeler que la coopération internationale avec la République populaire démocratique de Corée est encadrée par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016) et 2321 (2016), ainsi que par les résolutions 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) et 2397 (2017). Conformément à ces résolutions, la République populaire démocratique de Corée doit cesser d'exporter tous armements et matériel connexe et tous les États Membres doivent interdire à leurs ressortissants d'acquérir de telles armes et du matériel connexe auprès de la République populaire démocratique de Corée. Je rappelle que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sont juridiquement contraignantes pour tous les États Membres de l'ONU. Comme l'a déclaré le Secrétaire général, toute relation entre un pays et la République populaire démocratique de Corée doit être pleinement conforme aux sanctions pertinentes du Conseil de sécurité.

Nous restons profondément préoccupés par la montée des tensions dans la péninsule coréenne, dont les répercussions sur le monde vont croissant. Il est impératif que le Conseil prenne des mesures fermes pour faire respecter le régime de non-prolifération et les normes internationales. La situation dans la péninsule coréenne, une question clef en matière de paix et de sécurité, doit être un domaine de coopération. Le Secrétaire général n'a cessé d'appeler à la désescalade et à la reprise urgente des pourparlers. L'action diplomatique reste le seul moyen de parvenir à une paix durable et à la dénucléarisation complète et vérifiable de la péninsule coréenne. À cet égard, nous nous félicitons de la volonté de dialogue avec la République populaire démocratique de Corée et des propositions en ce sens, sans conditions préalables. Nous rappelons également l'attachement exprimé par le Conseil de sécurité, dans la résolution 2397 (2017), à un règlement pacifique, diplomatique et politique de la situation dans la péninsule coréenne.

Le Conseil doit également rester attentif à la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée.

Nous réitérons notre demande à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle accélère le retour de l'équipe de pays des Nations Unies et appelons à nouveau la communauté internationale à renforcer l'appui qu'elle apporte au peuple nord-coréen et à faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Leff.

M. Leff (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies de l'occasion qui m'est donnée de présenter un exposé au Conseil de sécurité aujourd'hui, et je félicite les États-Unis de ce qu'ils ont accompli au cours de leur présidence.

Mon organisation, Conflict Armament Research, répertorie et trace les armes et leurs composants utilisés dans les conflits à travers le monde dans le but d'aider les États à lutter contre le détournement et la prolifération. Dans mon dernier exposé au Conseil, en juin, j'ai présenté les résultats des recherches effectuées par mon organisation en janvier et février (voir S/PV.9676) après l'examen des restes d'un missile récupéré en Ukraine.

En janvier, une équipe d'enquête de Conflict Armament Research sur le terrain a recueilli physiquement des preuves de la présence de restes d'un missile balistique qui a frappé Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, le 2 janvier. Conflict Armament Research a constitué un dossier sur le moteur-fusée du missile, sa queue et près de 300 composants internes, fabriqués par 26 entreprises de huit pays et territoires. Sur la base de plusieurs caractéristiques particulières observées lors de la collecte de données, nous avons déterminé que ce missile provenait de la série Hwasong-11 fabriquée en République populaire démocratique de Corée en 2023. Dans les jours qui ont suivi cette première analyse, nos équipes ont inspecté trois autres missiles identiques provenant de la République populaire démocratique de Corée qui ont frappé Kyiv et Zaporizhzhia au début de l'année. Les résolutions du Conseil de sécurité sur la République populaire démocratique de Corée interdisent aux États Membres de l'ONU d'acheter des armes ou du matériel connexe à la République populaire démocratique de Corée, et à cette dernière d'exporter ce matériel. Nos rapports sur la question ont constitué la première analyse publique de ces tirs

en dehors de la République populaire démocratique de Corée et dans le cadre de la guerre en Ukraine.

Au vu des caractéristiques particulières de ces missiles, Conflict Armament Research est parvenu à la conclusion qu'ils ont été fabriqués en République populaire démocratique de Corée. Les éléments de preuve que mon organisation a constatés et minutieusement consignés elle-même établissent de manière irréfutable que les missiles tirés sur l'Ukraine provenaient bien de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts chargé d'assister le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) sur la République populaire démocratique de Corée, dont le mandat n'a pas été renouvelé par le Conseil de sécurité depuis, a par la suite confirmé les conclusions de Conflict Armament Research. Deux mois après mon exposé au Conseil en juin, notre équipe en Ukraine a recueilli des preuves sur d'autres restes de quatre missiles que nous avons également attribués à la République populaire démocratique de Corée. Ces missiles ont été récupérés en juillet et en août. Sur l'un d'eux, Conflict Armament Research a relevé un marquage indiquant que le missile a été fabriqué en 2024. Il s'agit de la première preuve publique que des missiles ont été produits en Corée du Nord puis utilisés en Ukraine en l'espace de quelques mois, et non de quelques années.

La collecte d'éléments probants et les analyses de terrain les plus récentes de Conflict Armament Research mettent en évidence trois points clefs.

Premièrement, elles confirment que des missiles balistiques nord-coréens récemment fabriqués continuent d'être utilisés en Ukraine.

Deuxièmement, la découverte d'un marquage de production de 2024 sur l'un des missiles révèle qu'il s'est écoulé très peu de temps entre la production de ces missiles balistiques, leur transfert et leur utilisation finale en Ukraine.

Troisièmement, la présence, parmi les restes de missiles, de composants non nationaux fabriqués récemment, dont certains portent un marquage de production de 2023, témoigne de la solidité du réseau d'acquisition de la Corée du Nord pour son programme de missiles balistiques, malgré les sanctions de l'ONU interdisant le transfert de ce matériel à des fins militaires. En effet, aucun de ces composants n'a été fabriqué en République populaire démocratique de Corée. Cela montre bien que la République populaire démocratique de Corée est tributaire de composants fabriqués à l'étranger pour alimenter son programme national de missiles. Alors que le traçage

officiel au sein du secteur se poursuit, Conflict Armament Research a identifié dans un cas une société enregistrée dans un pays d'Asie de l'Est comme étant le dernier détenteur connu de microprocesseurs retrouvés par Conflict Armament Research dans trois missiles distincts de la République populaire démocratique de Corée cette année.

Conflict Armament Research a également recensé 200 drones et missiles constitués de milliers de composants ne provenant pas de la République populaire démocratique de Corée qui ont été utilisés contre l'Ukraine. Parmi ces composants, la grande majorité porte également la marque d'entreprises dont le siège se trouve en Europe, au Japon ou aux États-Unis. Grâce à l'approche collaborative de Conflict Armament Research avec l'industrie, nous avons constaté que les composants trouvés dans les débris des systèmes d'armes utilisés contre l'Ukraine proviennent d'approvisionnements fournis par des distributeurs tiers, basés pour la plupart en Asie de l'Est.

Bien que l'industrie des semi-conducteurs soit complexe et, par nature, à plusieurs niveaux, l'approche de terrain de Conflict Armament Research, caractérisée par la collecte d'éléments de preuve sur le terrain, le traçage en collaboration avec l'industrie, la triangulation et la cartographie ciblée des échanges, permet d'identifier efficacement les entités jugées préoccupantes, ainsi que les cas répétés d'acquisition. Ces informations sont cruciales pour les États Membres et les entreprises du secteur.

La prolifération et l'emploi de missiles fabriqués par la République populaire démocratique de Corée érodent plus encore les régimes mondiaux de non-prolifération. Plus précisément, depuis l'introduction des embargos de l'ONU contre la République populaire démocratique de Corée en 2006, l'exportation de missiles balistiques originaires de ce pays est une violation du régime de sanctions. Les résolutions du Conseil de sécurité interdisent également à la République populaire démocratique de Corée de développer son programme de missiles balistiques ; partant, les personnes et entités qui facilitent le transfert de composants et matières clefs sont elles aussi susceptibles d'avoir violé les sanctions. Bien qu'elle soit sous le coup de sanctions depuis près de 20 ans, la République populaire démocratique de Corée a montré cette année qu'elle était capable de produire et de fournir en l'espace de quelques mois seulement des missiles balistiques destinés à être utilisés contre l'Ukraine.

Les équipes mondiales d'enquête de Conflict Armament Research sur le terrain continueront de recenser les systèmes d'armes utilisés dans le conflit en Ukraine et

s'efforceront de mettre en lumière toute évolution de la situation, notamment l'emploi persistant d'armes fabriquées par la République populaire démocratique de Corée.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Leff de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Dharmadhikari (France) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, pour sa présentation au Conseil, ainsi que M. Leff pour son exposé.

Depuis de longs mois, il est clair que la Corée du Nord se rend complice de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, en apportant un soutien militaire massif à l'effort de guerre russe. En plus de la fourniture en très grandes quantités de munitions et de systèmes d'artillerie, il a été démontré que des missiles balistiques nord-coréens sont utilisés pour frapper l'Ukraine, comme à Kharkiv en janvier dernier, ou encore en juillet et en août. La France condamne le transfert et l'emploi de ces armes, qui représentent de graves violations des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, avec le soutien de la Russie elle-même. Il s'agit d'une menace directe pour la sécurité des Européens et la sécurité internationale. Le soutien nord-coréen à l'agression russe a franchi une nouvelle étape avec le déploiement de soldats nord-coréens en Russie et leur engagement aux côtés des forces armées russes. La France condamne avec la plus grande fermeté l'engagement direct de ces troupes, qui représente une escalade inacceptable et une extension dangereuse du conflit.

Il est clair que l'accroissement du soutien militaire nord-coréen traduit les difficultés rencontrées par la Russie, qui cherche par tous les moyens à poursuivre sa guerre d'agression, avec les conséquences déléteres que nous connaissons pour l'ensemble de la communauté internationale.

L'accroissement de la coopération militaire illicite entre la Russie et la Corée du Nord constitue aussi un défi grave au régime international de non-prolifération, l'un des piliers fondamentaux de notre sécurité collective. En contrepartie du soutien militaire qu'elle reçoit, la Russie est devenue pourvoyeuse d'impunité et d'assistance aux programmes illégaux d'armes de destruction massive de la Corée du Nord. En mars dernier, la Russie a mis, seule, son veto à la reconduction du Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1718 (2006). Elle a ainsi privé tous

les États Membres d'une source d'information essentielle sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil.

En septembre dernier, le Ministre russe des affaires étrangères franchissait un nouveau pas en qualifiant la dénucléarisation de la Corée du Nord de question « close ». Ces propos constituent une remise en cause inacceptable de l'objectif, établi par les résolutions du Conseil, d'un abandon complet, vérifiable et irréversible des programmes d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Lorsque ses missiles sont utilisés pour frapper les populations et les infrastructures civiles de l'Ukraine, la Corée du Nord recueille des informations sur leurs performances, qu'elle peut utiliser pour développer son programme balistique. Ces missiles pourraient être employés à l'avenir sur d'autres théâtres et servir de vecteurs à des armes nucléaires. Nous ne pouvons que nous inquiéter des autres contreparties que Pyongyang pourrait demander, en matière d'assistance militaire et technologique à ses programmes d'armes de destruction massive, pour sa complicité dans cette guerre d'agression.

Il est de la responsabilité de la Russie de respecter les obligations qui sont les siennes en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Nous appelons donc encore une fois la Russie à mettre un terme à sa guerre d'agression. Nous exhortons la Russie et la Corée du Nord à se conformer à leurs obligations internationales, notamment aux résolutions du Conseil. Nous enjoignons la Corée du Nord à renouer avec le dialogue, en vue d'une dénucléarisation complète, irréversible et vérifiable. Nous réaffirmons enfin notre détermination à soutenir l'Ukraine, qui défend son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé cette séance cruciale demandée par sept membres du Conseil, dont le Japon. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Jonah Leff, Directeur exécutif de Conflict Armament Research, de leurs exposés.

Comme nous venons de l'entendre, il existe suffisamment de preuves de l'existence et de l'élargissement de la coopération militaire entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée. Leur coopération militaire illicite, incluant un soutien direct de la Corée du Nord à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, marque une expansion dangereuse du conflit, avec de graves conséquences pour la sécurité de l'Europe et de la région Indopacifique. La Russie frappe sans relâche l'Ukraine avec des armes fournies par la Corée du

Nord, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le déploiement de troupes nord-coréennes en Russie et leur engagement dans les combats contre l'Ukraine constituent une violation flagrante du droit international, et en particulier de la Charte des Nations Unies. En tant que membres responsables du Conseil de sécurité, nous ne pouvons pas rester les bras croisés face à cette situation, alors que la pertinence du Conseil de sécurité, cultivée au fil de huit décennies, est remise en cause. Ce sont avant tout les membres du Conseil de sécurité qui doivent montrer la voie en adhérant aux résolutions du Conseil, or la Russie fait l'inverse. Rien ne saurait le justifier. Le Groupe d'experts, créé en 2009, a malheureusement dû mettre un terme à ses travaux en raison du veto opposé par la Russie en avril (voir S/PV.9591). Le Groupe avait été une précieuse source d'informations ces 15 dernières années. Aucun esprit raisonnable ne peut douter du fait que la Russie avait pour intention claire de dissimuler sa coopération militaire illicite avec la Corée du Nord.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Allons-nous agir et élever nos voix pour maintenir l'ordre international, fondé sur l'état de droit et guidé par la Charte, ou allons-nous rester silencieux face à cette menace sans précédent aux valeurs et à l'ordre du système des Nations Unies ainsi qu'à la pertinence du Conseil ? Le Japon, en particulier en tant que membre élu du Conseil de sécurité ces deux dernières années, a pris des mesures pour défendre les valeurs de l'Organisation des Nations Unies et continuera de le faire à l'avenir. Composé de 15 États membres seulement, le Conseil de sécurité a la responsabilité de répondre aux menaces à la paix et à la sécurité mondiales au nom des 193 États Membres de l'ONU, et ce rôle ne doit jamais être abandonné au nom de l'intérêt national d'un seul pays.

La menace que posent les activités militaires nord-coréennes dépasse la région et s'étend désormais au monde entier. La Corée du Nord poursuit ses provocations, notamment avec le lancement d'un missile balistique intercontinental à la fin du mois d'octobre. Ce missile avait la trajectoire la plus haute et la plus longue de tous les missiles lancés à ce jour par la Corée du Nord, avec une portée estimée à 15 000 kilomètres, couvrant les trois quarts du globe. À cela s'ajoutent les faits nouveaux survenus récemment dans le domaine nucléaire qui suscitent de vives inquiétudes, notamment la diffusion d'images en septembre montrant pour la première fois une installation d'enrichissement d'uranium. Ces activités

irresponsables de mise au point d'armes nucléaires et de missiles balistiques conduites par la République populaire démocratique de Corée mettent en péril le régime mondial de non-prolifération. À cet égard, une importante question est de savoir ce que la Corée du Nord tire aujourd'hui ou tirera demain de son soutien militaire à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Tout appui ou avantage dont bénéficie la Corée du Nord en lien avec la mise au point d'armes nucléaires ou de missiles balistiques est une menace au régime mondial de non-prolifération.

Je souhaiterais, pour terminer, rappeler que les progrès que la République populaire démocratique de Corée réalise dans ses activités nucléaires et balistiques constituent une menace imminente pour l'ensemble de la planète. J'appelle tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à veiller au respect du régime de non-prolifération, qui est le socle même de la paix et de la sécurité de la communauté internationale. La question inscrite à l'ordre du jour aujourd'hui, « Non-prolifération/République populaire démocratique de Corée », indique clairement la raison pour laquelle nous sommes réunis en ce moment critique. Le Japon est résolu à répondre à ce défi mondial, non seulement en tant que membre du Conseil de sécurité, mais également en tant que membre de l'Organisation des Nations Unies responsable et guidé par la Charte.

M^{me} Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Leff de leurs exposés détaillés, bien qu'inquiétants.

Nous nous sommes joints à la demande de tenue de la présente séance car nous sommes profondément préoccupés par la coopération militaire croissante de la République populaire démocratique de Corée avec la Fédération de Russie, notamment en soutien à l'agression de celle-ci contre l'Ukraine. Comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, le transfert d'armes, de munitions et de matériel connexe à destination et en provenance de la République populaire démocratique de Corée constitue une violation flagrante de multiples résolutions du Conseil de sécurité et du régime de sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Au cours des deux dernières années, la République populaire démocratique de Corée a poursuivi son programme illicite d'armes de destruction massive, notamment en procédant à un nombre record de lancements de missiles balistiques. Pendant tout ce temps, elle a bénéficié d'un soutien extérieur à son dispositif de contournement des sanctions, qui ne cesse d'évoluer, et le Conseil n'a pas été en mesure de parler d'une seule

voix pour la condamner. De nombreux rapports montrent que la République populaire démocratique de Corée a transféré des missiles balistiques et des munitions à la Fédération de Russie en soutien à la guerre menée par celle-ci en Ukraine. Nous condamnons fermement ces actes, qui constituent une violation flagrante du régime de sanctions, portent gravement atteinte à la Charte des Nations Unies et contribuent à prolonger les souffrances du peuple ukrainien.

Nous redisons également notre déception quant à la cessation des travaux du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Les rapports du Groupe d'experts constituaient une source d'information cruciale sur l'application des sanctions. Son absence facilite grandement les violations, avec les résultats dont nous sommes les témoins aujourd'hui. Nous sommes également préoccupés par le fait que le régime continue de faire passer son programme illégal d'armes de destruction massive et ses engagements militaires avant les besoins de sa population. Bien que, selon les estimations, plus de 40 % de la population ait besoin d'une assistance directe, le régime continue de refuser l'accès à l'ONU et aux acteurs humanitaires internationaux.

La menace que représente la République populaire démocratique de Corée n'est plus une menace régionale. Ses capacités avancées en matière de missiles, ainsi que sa participation active et son appui à l'agression de l'Ukraine par la Russie, ont aussi des conséquences préjudiciables pour la sécurité de l'Europe. C'est inacceptable, et le Conseil doit envoyer un message clair et à l'unisson à la République populaire démocratique de Corée. Les sanctions restent en place, et il est impératif que tous les États Membres les appliquent pleinement. À cet égard, nous encourageons le Comité 1718 à continuer de collaborer activement avec l'ensemble des Membres et les organisations internationales concernées afin de garantir une circulation constante de l'information.

Des années d'inaction de la part du Conseil, combinées à un appui extérieur, ont enhardi la République populaire démocratique de Corée. Nous regrettons vivement qu'au cours du mandat de Malte au Conseil, cette menace pour la paix et la sécurité internationales ait continué de croître au lieu d'être contrée, comme le voudrait le mandat du Conseil. Alors que notre mandat au Conseil est sur le point de s'achever, nous continuerons de nous investir dans ce dossier en vue d'atteindre l'objectif ultime d'une paix durable et de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. À cette fin, nous exhortons tous les

membres à mettre de côté leurs divergences et à remédier collectivement à la situation.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé cette séance importante. Je tiens également à remercier de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Leff, Directeur exécutif de Conflict Armament Research. Alors que cette année touche à son terme, je souhaite saisir cette occasion pour récapituler les faits marquants dont nous avons été témoins en ce qui concerne le programme illégal d'armes de destruction massive de la Corée du Nord en 2024 et la manière dont il continue de menacer la paix et la sécurité internationales.

Premièrement, la redéfinition des relations intercoréennes par la Corée du Nord, annoncée dans le courant de l'année, marque l'aboutissement de sa politique nucléaire. Dans les années qui ont précédé 2024, la Corée du Nord a pris des mesures sans précédent pour mettre au point des armes nucléaires tactiques, diversifier les vecteurs et abaisser le seuil nucléaire. Outre le tir de missiles balistiques intercontinentaux, tels que le Hwasong-19, à la fin du mois d'octobre, Pyongyang a procédé à des essais de divers types de missiles balistiques et de croisière à courte portée, capables de transporter des têtes nucléaires tactiques. En 2022, la Corée du Nord a également adopté une loi sur la politique nucléaire qui a conduit à un abaissement notable du seuil d'emploi d'armes nucléaires et, en 2023, elle a intégré cette politique dans sa Constitution. La dernière pièce du puzzle a été posée lorsque, au début de l'année, Kim Jong Un a annoncé un changement de politique concernant les relations intercoréennes. En mettant fin à la politique d'unification menée depuis 70 ans et en redéfinissant la République de Corée comme un État étranger hostile, le dirigeant nord-coréen a éliminé le dernier obstacle psychologique qui l'empêchait de justifier une attaque nucléaire préventive contre la République de Corée. Dans la foulée, en octobre, la Corée du Nord a pris une mesure militaire majeure en coupant complètement les liaisons routières et ferroviaires avec le Sud.

Deuxièmement, cette année a été marquée par un changement qualitatif notoire dans la coopération militaire entre la Corée du Nord et la Russie. En plus de fournir une grande quantité de munitions, de missiles balistiques et de pièces d'artillerie à la Russie, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, la Corée du Nord a déployé plus de 11 000 soldats et s'est ainsi jointe à la guerre illégale de la Russie contre l'Ukraine en tant que partie belligérante. Les soldats nord-coréens participent déjà aux combats, et certains d'entre eux auraient

été tués sur le champ de bataille. Cette coopération militaire illégale va bien au-delà de ce que nous aurions pu imaginer. Lorsque la guerre a éclaté, nous ne nous attendions pas à ce que des soldats nord-coréens participent aux combats sur le champ de bataille européen, ni à ce que la Russie s'appuie à ce point sur l'armée nord-coréenne. Ce qui est d'autant plus inquiétant, c'est que personne ne sait jusqu'où ira cette coopération militaire ni où elle s'arrêtera. À mesure que la situation évolue, elles peuvent changer les règles du jeu comme elles l'entendent.

En ratifiant récemment leur traité de partenariat stratégique global, la Russie et la Corée du Nord ont officialisé leur coopération militaire illicite. En plus d'acquérir une expérience directe de la guerre moderne et de bénéficier d'avantages économiques de la part de la Russie, Pyongyang pourrait acquérir des technologies, du matériel et des équipements militaires avancés pour ses programmes nucléaires et de missiles. Nous pensons que la Russie a fourni à la Corée du Nord des systèmes de missiles antiaériens. En outre, la Russie accepte les travailleurs nord-coréens, qui représentent l'une des rares sources de revenus pour Pyongyang, en proie à des difficultés financières. Il est très inquiétant que les autorités locales russes parlent ouvertement d'embaucher des travailleurs nord-coréens pour combler les pénuries de main-d'œuvre, ce qui constituerait une violation flagrante de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Nous estimons que 4 000 travailleurs nord-coréens ont été envoyés en Russie rien que cette année, et la Corée du Nord pourrait utiliser les services ferroviaires réguliers, qui ont repris en début de semaine, ou d'autres moyens pour envoyer davantage de travailleurs en Russie.

Par ailleurs, le fait que le Ministre russe des affaires étrangères a qualifié la dénucléarisation de la Corée du Nord de question close risque de porter gravement atteinte au régime mondial de non-prolifération. Si la Russie renonce à sa position de longue date en faveur de la dénucléarisation de la Corée du Nord, elle sapera les fondements mêmes du régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Une telle issue n'est dans l'intérêt de personne, surtout pas des États dotés d'armes nucléaires, y compris la Chine et, à terme, la Russie.

Cette année marque en effet un point d'inflexion. Toutefois, à l'avenir, nous devons nous attendre à ce que d'autres incertitudes se profilent à l'horizon. La Corée du Nord a l'habitude de mener des actions provocatrices lors des transitions présidentielles aux États-Unis, afin d'attirer l'attention, d'accroître les enjeux et de préparer le terrain pour des négociations directes avec une

nouvelle administration. Cette tendance risque de se répéter au cours des prochains mois. Cette fois, il pourrait s'agir d'un autre missile balistique intercontinental, du lancement d'un satellite militaire, voire de son septième essai nucléaire.

En tant que membres du Conseil de sécurité, nous devons rester unis pour lutter contre le programme illégal d'armes de destruction massive de la Corée du Nord et rester prêts à faire face à toute provocation éventuelle de la part de la République populaire démocratique de Corée. Nous portons une lourde responsabilité concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la sauvegarde du régime mondial de non-prolifération, qui repose sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. C'est pourquoi nous devons veiller à ce que toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité soient pleinement mises en œuvre par tous les États Membres.

M^{me} Jurečko (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Leff de leurs exposés très utiles.

Mon pays est vivement préoccupé par l'expansion des engagements militaires de la République populaire démocratique de Corée, en particulier sa coopération militaire avec la Russie, qui représente une escalade de la guerre illégale que la Russie mène contre l'Ukraine. Premièrement, l'existence de transferts d'armes a été mise en évidence. Des millions d'obus d'artillerie et de nombreux missiles auraient été transférés à la Russie en vue de leur emploi dans sa guerre contre l'Ukraine. Deuxièmement, la présence de soldats de la République populaire démocratique de Corée en Europe est désormais avérée. De plus, selon les dernières informations disponibles, ils participent déjà activement à la guerre.

Ces évolutions représentent des violations flagrantes des résolutions du Conseil de sécurité et laissent sérieusement entendre que la Russie est prête à saper le Conseil et l'ONU pour obtenir des avantages militaires à court terme. Dans le même temps, les dirigeants nord-coréens profitent largement de cette coopération renouvelée. Au mépris du droit international, de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil de sécurité, il semblerait que la République populaire démocratique de Corée soit en train d'acquérir de nouveaux armements et de nouvelles technologies militaires auprès de la Russie. À cela s'ajoute une déclaration très préoccupante du Ministre russe des affaires étrangères, M. Lavrov, qui a dit publiquement que la Russie considérerait l'idée de la dénucléarisation de la Corée du Nord comme une affaire

classée. La Slovénie est profondément préoccupée par la possibilité que, du fait de ces évolutions, les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée soient en mesure de poursuivre leurs programmes illégaux d'armes balistiques et nucléaires et d'autres armes de destruction massive, au détriment de leur population civile.

La République populaire démocratique de Corée ne représente plus seulement une menace régionale, mais déstabilise simultanément deux parties du monde. Il est grand temps que la République populaire démocratique de Corée cesse ses actes de provocation et revienne au dialogue et à la diplomatie.

Dans le même temps, la Russie doit cesser d'appuyer illégalement la République populaire démocratique de Corée. Nous devons utiliser tous les moyens diplomatiques pour ramener la République populaire démocratique de Corée à la table de négociation. Il n'existe pas d'autre option légitime que celle du dialogue et de la diplomatie, et nous aurons énormément besoin de l'un comme de l'autre pour répondre de manière globale à l'impératif de dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} DiCarlo, et M. Leff de leurs exposés.

Au cours de l'année écoulée, nous avons vu la République populaire démocratique de Corée apporter un appui croissant à la guerre illégale menée par la Russie contre l'Ukraine, en lui fournissant des munitions, des missiles balistiques et maintenant des effectifs, avec le déploiement de plus de 10 000 soldats de la République populaire démocratique de Corée en Russie. Le Conseil devrait être profondément préoccupé par le fait que les soldats de la République populaire démocratique de Corée prennent désormais part à des combats directs contre l'Ukraine, s'impliquant directement dans la plus grande guerre en Europe depuis une génération, une guerre que l'Assemblée générale a qualifiée à maintes reprises de violation du droit international.

Bien que la dépendance croissante de la Russie à l'égard de pays tiers ne soit pas surprenante compte tenu de son état de faiblesse et de ses efforts désespérés pour voler davantage de territoires ukrainiens, il s'agit là d'une grave erreur de la part de la République populaire démocratique de Corée. Nous appelons Pyongyang à retirer ses forces du théâtre des opérations et encourageons tous les pays ayant une influence sur Pyongyang à en user dans

ce sens. Il devrait maintenant être parfaitement clair pour la République populaire démocratique de Corée que son appui à la guerre illégale menée par la Russie en Europe n'est pas dans son intérêt. Elle doit cesser immédiatement cet appui et réengager un dialogue digne de ce nom avec la communauté internationale.

Le renforcement de la coopération militaire entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée a des répercussions importantes sur la sécurité et la stabilité en Europe, dans la péninsule coréenne et ailleurs. Nous devons tous être inquiets face à une République populaire démocratique de Corée dotée de meilleures technologies militaires et d'une capacité renforcée d'exporter des armes. Les récentes informations selon lesquelles la Russie a l'intention de transférer des avions de chasse MiG-29 et Su-27 à la République populaire démocratique de Corée révèlent une fois de plus la volonté de la Russie d'accroître les tensions dans la péninsule coréenne et de compromettre la stabilité régionale dans la région Indopacifique, tout cela au service de sa guerre contre l'Ukraine. La déclaration du Ministre russe des affaires étrangères, M. Lavrov, selon laquelle le dossier de la dénucléarisation de la Corée du Nord est « clos », constitue une déviation irréfléchie par rapport au principe convenu d'un désarmement complet, vérifiable et irréversible et sape le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous appelons la Russie, État dépositaire du Traité, à mettre ses paroles et ses actes en cohérence avec son attachement déclaré aux principes mondiaux de non-prolifération nucléaire.

Nous continuerons à imposer des coûts à la Russie et à la République populaire démocratique de Corée pour cette dangereuse extension de la guerre. Si Poutine était vraiment intéressé par la paix, il pourrait mettre fin à cette guerre dès aujourd'hui en cessant de déployer des soldats de la République populaire démocratique de Corée sur la ligne de front et en mettant fin à l'agression de son pays contre l'Ukraine.

M^{me} Benn (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Leff de leurs exposés.

Je salue également la participation des représentants de la République populaire démocratique de Corée, de l'Ukraine et de l'Union européenne à la présente séance.

Le Guyana condamne à nouveau tous les tirs de missiles balistiques effectués en 2024 par la République populaire démocratique de Corée, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous demandons instamment à la République populaire démocratique de

Corée de respecter scrupuleusement les obligations qui lui incombent en vertu de ces résolutions, d'abandonner son programme d'armes nucléaires, ainsi que son programme de missiles balistiques, et de détruire toutes les autres armes de destruction massive existantes. Nous encourageons également tous les États Membres à respecter et à mettre en œuvre les résolutions du Conseil relatives à la République populaire démocratique de Corée. À cet égard, nous soulignons que toute coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée doit être pleinement conforme au droit international et à ces résolutions.

Le Conseil de sécurité, par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), maintient son mandat de supervision de l'application des mesures énoncées dans les résolutions du Conseil relatives à la République populaire démocratique de Corée, malgré l'expiration du mandat du Groupe d'experts du Comité. Nous rappelons que la réalisation des objectifs des résolutions du Conseil de sécurité est indispensable pour réduire les tensions dans la péninsule coréenne, dans le cadre d'une solution pacifique et globale. À cette fin, nous continuerons à appuyer les autres options au Conseil qui visent à combler les lacunes dans la surveillance de l'application des sanctions relatives à la République populaire démocratique de Corée et dans la présentation de rapports concernant l'application des sanctions. Nous soulignons qu'un flux continu d'informations sur l'application du régime de sanctions concernant la République populaire démocratique de Corée demeure essentiel aux efforts du Comité pour exécuter son mandat. En outre, le Guyana estime que le dialogue et la diplomatie restent primordiaux pour mettre fin aux tensions dans la péninsule. À cet égard, nous exhortons à nouveau toutes les parties concernées à reprendre le dialogue afin de pouvoir progresser dans la désescalade des tensions.

Pour terminer, le Guyana réaffirme son attachement aux efforts déployés par le Conseil pour faire respecter pleinement ses résolutions relatives à la République populaire démocratique de Corée, notamment par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Nous réaffirmons également notre détermination à faire progresser le programme mondial de non-prolifération et de désarmement, et appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Nous renouvelons en outre notre appui à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, que nous considérons comme l'une des principales aspirations pour faire advenir un monde exempt d'armes nucléaires et garantir la paix et la sécurité internationales.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : L'environnement de sécurité mondial actuel continue de se détériorer, les tensions géopolitiques atteignant des niveaux sans précédent, alors que la situation dans la péninsule coréenne devient plus sensible et plus complexe et que son avenir est instable et incertain. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer de concert pour promouvoir le règlement politique de la question de la péninsule coréenne.

Premièrement, il faut donner plus de poids au maintien de la stabilité et à la prévention du chaos. Le maintien de la paix et de la stabilité et la prévention de la guerre et du chaos dans la péninsule coréenne servent les intérêts communs de toutes les parties et répondent aux attentes partagées de la communauté internationale. Par conséquent, ils constituent les plus grands dénominateurs communs des positions et propositions des parties. Dans la situation actuelle, toutes les parties doivent rester calmes et faire preuve de retenue et s'abstenir de toute parole ou de tout acte susceptible d'intensifier les conflits et les tensions afin d'éviter que la situation ne se détériore davantage ou que des événements inattendus ne se produisent.

Deuxièmement, il faut instaurer un climat propice au dialogue. L'histoire et la pratique ont montré à maintes reprises que tant que toutes les parties sont disposées à dialoguer et à faire des compromis, la situation dans la péninsule peut s'apaiser et des progrès peuvent être accomplis sur la voie du règlement politique de la question de la péninsule. Les parties concernées doivent se montrer rationnelles et pragmatiques, reprendre les contacts dès que possible afin de renforcer la confiance mutuelle et de relancer le dialogue, et travailler ensemble pour sortir de l'impasse actuelle. Un pays en particulier doit abandonner le mythe des sanctions et des pressions et prendre des mesures concrètes pour réellement démontrer sa bonne volonté et son souhait sincère de dialogue.

Troisièmement, il faut rechercher une solution qui s'attaque à la racine du problème. La question de la péninsule coréenne, vestige de la guerre froide, trouve son origine dans l'incapacité de longue date d'engager une transition de l'armistice à un mécanisme de paix, ainsi que dans le grave manque de confiance entre les parties, en particulier entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée. Pour régler fondamentalement la question de la péninsule coréenne et instaurer une paix et une stabilité durables dans la région, il faut s'attaquer à la fois aux symptômes et aux causes profondes de cette question et adopter des mesures globales. Nous devons

défendre la vision d'une sécurité commune et garder à l'esprit les préoccupations raisonnables des pays de la région en matière de sécurité afin de promouvoir une transformation de l'armistice en un mécanisme de paix. À cette fin, l'approche à double voie et le principe d'étapes progressives et synchronisées proposés par la Chine sont des moyens efficaces de promouvoir un règlement politique et de parvenir à une paix et une stabilité à long terme dans la péninsule.

Quatrièmement, la mentalité de la guerre froide doit être abandonnée. Bien que la guerre de Corée ait pris fin il y a plus de 70 ans, l'ombre de la guerre froide continue de planer sur la péninsule et devient de plus en plus prégnante. Un pays en particulier est obsédé par la mentalité de la guerre froide et le jeu à somme nulle, manipule constamment la situation dans la péninsule et saute sur toutes les occasions de promouvoir sa stratégie indopacifique et de renforcer les alliances militaires régionales. Il a notamment renforcé le déploiement de forces militaires et de moyens stratégiques dans la péninsule et dans les régions environnantes, portant ainsi gravement atteinte aux intérêts des pays de la région en matière de sécurité, y compris ceux de la Chine. Ce pays doit cesser de commettre l'erreur d'utiliser la question de la péninsule pour promouvoir sa stratégie géopolitique et provoquer des confrontations entre blocs. Dans le cas contraire, il sera difficile de progresser sans heurt vers le règlement politique de la question de la péninsule.

La Chine note que certains membres ont mentionné dans leurs déclarations le lien entre les conditions de sécurité actuelles en Europe et la situation dans la péninsule. Il convient de souligner que la question de l'Ukraine et celle de la péninsule sont d'origine et de nature totalement différentes. Lier les deux ne fera que rendre les deux questions plus complexes et plus difficiles à régler.

Utiliser les préoccupations concernant la sécurité de l'Europe et celle de la région d'Asie et du Pacifique et les conséquences de leur imbrication comme prétexte pour pousser l'OTAN à agir au-delà de ses frontières et étendre sa puissance afin de s'impliquer dans les affaires de la région d'Asie et du Pacifique ne fera qu'intensifier les antagonismes régionaux et exacerber les tensions. La Chine est fermement opposée à cette approche.

Pour terminer, je tiens à souligner que la priorité et la position du Conseil de sécurité, dans son traitement de la question de la péninsule, doivent être de promouvoir un règlement politique plutôt que d'avoir recours à des pressions unilatérales, et encore moins de faire de l'esbroufe politique. Toutes les résolutions sur la République

populaire démocratique de Corée adoptées par le Conseil de sécurité doivent être mises en œuvre intégralement et de manière précise et équilibrée. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine a toujours appliqué avec diligence les résolutions sur la République populaire démocratique de Corée et honoré ses obligations internationales. Dans le même temps, en tant que proche voisine de la péninsule et grand pays responsable, la Chine joue un rôle constructif à sa manière en promouvant la reprise rapide du dialogue et en œuvrant au maintien de la paix et de la stabilité dans la péninsule afin d'instaurer une paix et une stabilité à long terme en Asie du Nord-Est. Nous appelons toutes les parties concernées à se joindre à la Chine pour poursuivre les efforts en ce sens.

M. Koudri (Algérie) (*parle en arabe*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. Nous avons écouté attentivement le représentant de la société civile.

D'emblée, l'Algérie réaffirme son attachement aux principes du désarmement et de la non-prolifération nucléaires et à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité. Nous considérons que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) reste l'instance la plus appropriée et la plus pertinente pour examiner les questions liées à la mise en œuvre du régime de sanctions concernant la République populaire démocratique de Corée. Le mandat et les connaissances techniques du Comité font qu'il est plus adapté pour traiter ces questions d'une manière calme et objective.

Nous soulignons qu'il importe de maintenir la capacité du Comité à s'acquitter efficacement de ses fonctions techniques. Dans ce contexte, nous saluons les efforts constants que celui-ci déploie pour traiter les demandes de dérogation pour raisons humanitaires et faciliter la fourniture d'une aide essentielle à la population civile. En ce qui concerne les diverses préoccupations exprimées, l'Algérie maintient que ces questions doivent être traitées par les voies techniques établies dans le cadre du Comité 1718. Cette approche garantit une évaluation correcte des informations sans politisation indue.

L'Algérie continue de plaider en faveur d'une approche diplomatique plus globale qui s'attaque aux causes profondes des tensions dans la péninsule coréenne. Nous estimons que les sanctions, bien que faisant partie des outils à la disposition du Conseil, doivent être mises en œuvre parallèlement à des initiatives diplomatiques concrètes visant à renforcer la confiance et à promouvoir le dialogue. À cet égard, nous sommes favorables à l'élaboration d'une feuille de route progressive qui pourrait

comporter des mesures réciproques encourageant la mise en place de mesures concrètes sur la voie de la dénucléarisation. L'expérience a montré qu'une approche du tout ou rien n'a que peu de chances de donner des résultats durables.

D'autre part, nous demeurons préoccupés par les conséquences des sanctions sur la population civile et nous demandons que l'on continue à tenir compte des considérations humanitaires. Le mécanisme de dérogation du Comité joue un rôle essentiel à cet égard et nous souhaitons qu'il soit mis en œuvre efficacement.

Pour ce qui est de l'avenir, et afin de parvenir à une paix durable dans la péninsule coréenne, l'Algérie appelle toutes les parties à collaborer de manière constructive dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous tenons à souligner l'importance des mesures suivantes : le respect de l'évaluation technique de l'application des sanctions, le renforcement de l'aide humanitaire à la population civile, des mesures de confiance progressives et des échanges diplomatiques appuyés pour répondre aux préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité.

Enfin, nous encourageons toutes les parties prenantes à s'efforcer d'apaiser les tensions et de créer des conditions propices à un dialogue constructif. Notre objectif commun reste d'instaurer une paix et une stabilité durables dans la péninsule coréenne par des moyens diplomatiques.

M. George (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé important. Nous prenons note de la contribution de M. Jonah Leff.

D'emblée, la Sierra Leone réaffirme son attachement indéfectible aux principes du désarmement, de la non-prolifération et de la paix et de la sécurité internationales, et appelle à déployer des efforts concertés et concrets pour lutter contre la prolifération dans le monde entier. Nous réaffirmons la disposition de la Charte des Nations Unies selon laquelle tous les Membres règlent leurs différends par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger.

La progression du programme nucléaire et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée est une source de préoccupation et requiert la plus grande attention. Nous appelons de nouveau la République populaire démocratique de Corée à respecter et appliquer pleinement les obligations qui lui incombent

en vertu des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité qui interdisent son programme continu et alarmant d'armement nucléaire et balistique. À cet égard, il est essentiel que le Conseil de sécurité intensifie ses efforts pour répondre à la préoccupation croissante concernant l'expansion nucléaire de la République populaire démocratique de Corée, qui envenime les tensions dans la péninsule et compromet les efforts en cours en faveur d'un règlement durable de ce très grave problème dans la région.

Nous renouvelons également notre appel aux États Membres afin qu'ils mobilisent un appui solide et appliquent les résolutions du Conseil de sécurité qui soulignent les obligations en matière de sanctions, notamment celle de prévenir une nouvelle escalade et la poursuite du programme d'armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée. Ces efforts donneront du crédit à l'autorité du Conseil et aux efforts mondiaux de lutte contre la prolifération.

La crise humanitaire et les contraintes économiques de la République populaire démocratique de Corée sont extrêmement complexes. Il est donc important d'accorder l'attention nécessaire aux problèmes sous-jacents dans les domaines humanitaire et des droits humains dans le pays. À cet égard, nous appelons à renforcer les efforts diplomatiques pour dénucléariser la péninsule coréenne et exhortons la République populaire démocratique de Corée à reprendre les négociations en vue de mettre fin à ses programmes nucléaires de manière inconditionnelle et irréversible. Nous l'appelons également à collaborer bilatéralement et multilatéralement pour s'engager pleinement en faveur d'un désarmement nucléaire transparent, complet, vérifiable, irréversible et non discriminatoire. En outre, nous renouvelons notre appel en faveur de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, notant qu'il joue un rôle important dans la lutte contre la modernisation et la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires, faisant ainsi progresser l'objectif du désarmement nucléaire.

Nous terminons en soulignant de nouveau la nécessité de procéder à une évaluation globale et complète du programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée, en s'appuyant sur les efforts mondiaux de non-prolifération pour promouvoir la paix et la sécurité internationales.

M. Piedra Calderón (Équateur) (*parle en espagnol*) : Ma délégation remercie la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé instructif.

J'ai écouté attentivement l'exposé du représentant de la société civile.

L'Équateur exprime sa profonde inquiétude face aux actions répétées de la République populaire démocratique de Corée, qui violent de manière flagrante les résolutions du Conseil de sécurité, sapent le régime de non-prolifération nucléaire et exacerbent les tensions régionales et mondiales. La poursuite de ses essais de missiles balistiques et la mise au point d'armes nucléaires constituent des menaces directes pour la stabilité internationale et l'architecture mondiale de non-prolifération. À cela s'ajoutent les récentes informations faisant état de livraisons d'armes et de munitions, et de l'envoi de troupes nord-coréennes vers les lignes de front russes en Ukraine, qui constituent des actions alarmantes et dangereuses.

Le manque de cohérence et l'absence de message uni de la part du Conseil de sécurité face au comportement provocateur de la République populaire démocratique de Corée nuisent à sa crédibilité. Le silence du Conseil envoie le mauvais message à Pyongyang. Dans le passé, le Conseil de sécurité a su envoyer un message unanime et clair concernant les violations commises par la République populaire démocratique de Corée, mais aujourd'hui, je déplore vivement l'impasse dans laquelle se trouvent les délibérations du Conseil. Tandis que ces divergences continuent de faire obstacle à une réponse collective efficace, les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales se multiplient. L'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies exigent que le Conseil envoie un message pour que soient respectés le droit international, la Charte des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité. Nous devons nous rappeler que la Charte des Nations Unies nous confère la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ce principe doit guider nos décisions avant toute autre considération.

Les actions unilatérales qui privilégient la puissance militaire au détriment du dialogue et de la coopération érodent les piliers sur lesquels l'Organisation a été bâtie. À cet égard, l'Équateur appelle la République populaire démocratique de Corée à cesser immédiatement ses actes de provocation et à respecter pleinement les obligations internationales qui lui incombent en vertu de la Charte. Puisque c'est la dernière fois que mon pays a l'occasion d'aborder cette question après notre mandat de deux ans au Conseil, nous exhortons à nouveau les membres ayant la plus grande influence sur la République populaire démocratique de Corée à renouveler leur engagement à rechercher une solution fondée sur le dialogue

et à éviter les escalades inutiles qui pourraient avoir des conséquences désastreuses. La diplomatie doit prévaloir.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous nous félicitons de la participation à la séance d'aujourd'hui du Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée.

Nous avons écouté M^{me} Rosemary DiCarlo avec étonnement. Elle a présenté un exposé très particulier pour un haut fonctionnaire de l'ONU, car il était basé sur des déclarations à la presse que l'Organisation ne peut pas vérifier. Pourquoi présente-t-elle ces informations dans cette salle ? Ceux qui l'ont écoutée n'ont pas retenu sa dernière phrase, et ils vont accepter les insinuations qu'elle a trouvées dans la presse et qu'elle a reformulées aujourd'hui comme des faits et comme reflétant les vues de l'Organisation. Elle participe ainsi à l'élaboration d'un discours politisé, en violation des obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 100 de la Charte des Nations Unies. J'ai déjà parlé de la nature des évaluations de M. Leff et je ne vais pas me répéter. Comme nous l'avons déjà dit à propos des conclusions auxquelles sont parvenus certains membres du désormais défunt Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) à la suite de leur visite à Kiev, aucun d'entre eux n'étaient des experts en balistique.

Au cours des dernières années, à l'initiative des États-Unis, le Conseil de sécurité a organisé un grand nombre de séances sur la situation dans la péninsule coréenne, sous des prétextes fallacieux. Elles ont été régulièrement convoquées à chaque fois que la République populaire démocratique de Corée a pris les mesures nécessaires pour renforcer sa propre sécurité nationale en réponse aux provocations militaires de Washington, Séoul et Tokyo. Ces séances avaient deux objectifs principaux : d'une part, faire porter à Pyongyang l'entière responsabilité de la détérioration de la situation dans la péninsule et, d'autre part, se présenter comme les principaux gardiens de la paix dans la région. Mais les choses ne sont pas si simples, bien au contraire.

La situation est délibérément renversée, comme si les États-Unis et leurs alliés n'étaient pas en train d'étendre le plus rapidement possible leur présence militaire dans la région Asie-Pacifique, détruisant systématiquement toute perspective de mise en place d'une architecture de sécurité collective qui ne soit pas basée sur des blocs. C'est comme si les adversaires de Pyongyang n'avaient pas mené, ces derniers mois, des exercices militaires à grande échelle, connus sous le nom de Freedom Shield, Freedom Flag et Freedom Edge, avec une planification nucléaire commune.

De quelle liberté parlent-ils exactement ? Ces actes de provocation ont été aggravés par les centaines d'unités de moyens aériens, de forces terrestres, de personnel de la marine et de forces spéciales massés aux frontières de la République populaire démocratique de Corée. Il convient de rappeler au Conseil que ces manœuvres consistent, entre autres, à répéter des scénarios d'un hypothétique conflit armé impliquant l'emploi d'armes nucléaires et l'élimination physique des dirigeants nord-coréens. Comme nous le savons tous, ces politiques violent les résolutions du Conseil de sécurité sur le règlement de la situation coréenne, en vertu desquelles les problèmes de la péninsule coréenne doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques, diplomatiques et politiques et par le dialogue. C'est ce que prévoient expressément les résolutions auxquelles les membres du Conseil se réfèrent sans cesse.

En ce qui concerne la coopération entre la Russie et Pyongyang, nous avons exprimé notre position à plusieurs reprises. La République populaire démocratique de Corée est notre proche voisine et notre partenaire, avec lequel nous développons des relations dans tous les domaines, comme nous y autorise notre droit souverain. La coopération de la Russie avec la République populaire démocratique de Corée dans le domaine militaire et dans d'autres domaines est conforme au droit international et ne constitue pas une violation de celui-ci. Elle n'est pas dirigée contre des pays tiers et ne représente pas une menace pour les autres États de la région ou pour la communauté internationale. Et personne ne doit douter que nous continuerons de développer cette coopération.

Un traité de partenariat stratégique global a été ratifié entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée le 12 novembre. Ce document établit les principes de base de la poursuite du développement des relations russo-coréennes en vue d'approfondir les partenariats et la coopération stratégique dans un large éventail de domaines prioritaires pour les deux États, ainsi que d'établir un système international équitable. Le traité n'est pas axé sur l'affrontement. Il est de nature défensive et vise à maintenir la stabilité en Asie du Nord-Est. Les membres de l'OTAN ont toujours souligné que, selon leurs règles, l'OTAN était une alliance défensive, alors pourquoi sont-ils si inquiets aujourd'hui, lorsque nous parlons nous aussi de défense commune ?

Je voudrais répondre aux arguments avancés par le représentant de la République de Corée. Avant de dissenter sur les conséquences des actes de Pyongyang, il ferait bien de s'intéresser d'abord à ce qui se passe dans

son pays. Je ne fais pas seulement référence à la situation politique interne. Selon des informations divulguées dans les médias, Séoul a tenté ces derniers mois d'attiser à dessein les tensions dans la péninsule. À cette fin, des drones ont été envoyés en République populaire démocratique de Corée pour provoquer une réaction virulente de la part de Pyongyang. Selon d'autres informations, l'ancien Ministre de la défense de la République de Corée prévoyait de frapper les endroits en Corée du Nord d'où des ballons remplis de détritiques avaient été lancés. Si tel est le cas, les affirmations sans fondement de Séoul sur la prétendue nature dangereuse de la coopération entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée sont absurdes et hypocrites.

Jusqu'à présent, les demandes alarmistes de tenue de séances d'information du Conseil de sécurité sur cette question semblaient répondre à des directives politiques habituelles, apparemment destinées à impressionner l'opinion publique nationale. En d'autres termes, après l'escalade que les personnes à l'origine de ces demandes ont elles-mêmes déclenchée, elles ont tenté de démontrer qu'elles suivaient prétendument l'évolution de la situation dans la péninsule et essayaient d'inciter le Conseil de sécurité à intervenir. Tout cela est confirmé par les déclarations exceptionnellement brèves et concises des personnes qui ont demandé la tenue de la présente séance et par les arguments similaires qu'elles ont avancés. Cette séance divertissante aurait pu être encore plus courte si une seule personne avait été désignée pour parler au nom des sept pays qui ont demandé sa tenue. Cela n'aurait rien ajouté ni enlevé à leurs discours. Cependant, le choix du thème de la séance d'aujourd'hui est tout à fait grotesque. De quel droit les États-Unis et leurs alliés dans la région donnent-ils des leçons sur le renforcement de la présence militaire de la République populaire démocratique de Corée, alors que c'est précisément Washington qui pratique systématiquement de telles politiques dans le monde entier, avec des conséquences des plus dévastatrices ?

En plus d'être hypocrites, ces accusations ne sont rien d'autre qu'une tentative de détourner l'attention de l'impasse en Ukraine et le long de la ligne de contact, ainsi que de justifier la participation de spécialistes militaires de l'OTAN au conflit. Les Franco-Anglo-Saxons parlent ouvertement de la guerre hybride qu'ils mènent contre la Russie, dans le but de lui infliger une défaite stratégique. Dans le cadre de cette guerre par adversaires interposés, ils ne se contentent pas d'approvisionner le régime de Kiev en divers types d'armes, ils déploient également leurs soldats en Ukraine. Les soldats des armées occidentales combattent désormais dans les rangs des forces armées

ukrainiennes, c'est un fait. Il ne s'agit pas de volontaires, mais d'officiers, sans lesquels il serait impossible pour les Ukrainiens d'utiliser non seulement les armes à longue portée occidentales, mais aussi leurs propres moyens de combat à longue portée. Sans leur participation, sans les données de reconnaissance spatiale que Kiev ne peut obtenir seul, comme chacun le sait, et sans les spécialistes de la programmation des vols, les Ukrainiens ne pourraient tout simplement pas utiliser les équipements liés aux missiles.

C'est grâce à l'aide militaire occidentale que le régime de Kiev a pu mener à bien son incursion à Koursk en août, qui était essentiellement une attaque non provoquée contre des civils pacifiques dans des villes russes. Les forces armées ukrainiennes ont tiré sans pitié sur des civils à bout portant, enlevé des personnes et empêché toute évacuation. Nous en avons parlé en détail au cours de la réunion informelle organisée en octobre selon la formule Arria, à laquelle ont participé des témoins oculaires qui ont attesté que cette attaque irresponsable avait été menée avec le concours actif de personnel étranger. Toutefois, les délégations occidentales ici présentes préfèrent balayer cet événement d'un revers de la main en faisant des déclarations hypocrites sur le droit de légitime défense de l'Ukraine et leur volonté de lui apporter tout le soutien nécessaire.

Nous avons entendu aujourd'hui des références à l'équipe multilatérale de surveillance des sanctions chargée d'assurer la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité concernant la République populaire démocratique de Corée, un mécanisme qui est présenté comme une sorte de substitut du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Nous constatons néanmoins qu'elle se contente de copier mot pour mot des informations tirées d'articles de journaux, comme l'a fait aujourd'hui M^{me} DiCarlo, et qu'elle s'est ainsi totalement discréditée. Nous tenons à souligner que cet instrument, mis en place en contournant le Conseil de sécurité, n'a dès lors aucun mandat international légitime. Sa création contrevient directement à la Charte des Nations Unies en portant atteinte à la prérogative exclusive du Conseil de sécurité qui est de surveiller l'application de ses mesures de sanction. Par conséquent, toute mesure prise dans le cadre de ce format sera totalement illégitime et, à n'en point douter, ne relèvera que de l'affabulation et de la désinformation.

J'en reviens maintenant à la situation dans la péninsule coréenne et je note une fois de plus, à cet égard, qu'il serait judicieux que le Conseil de sécurité revoie

fondamentalement son approche pour sortir de l'impasse dangereuse plutôt que d'aggraver encore les tensions. Nous avons déclaré à maintes reprises qu'il serait possible de progresser vers la normalisation, mais pour cela, les capitales occidentales doivent changer complètement de mentalité, car elles sont enfermées dans une logique de guerre froide. Plus vite Washington et ses complices cesseront de penser de cette manière obsolète, plus vite le Conseil de sécurité parviendra à améliorer la situation dans la région.

M. Hauri (Suisse) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et M. Jonah Leff, de Conflict Armament Research, pour leurs exposés. Nous saluons la participation des représentants de l'Ukraine, de la République populaire démocratique de Corée et de l'Union européenne à nos délibérations.

Les rapports qui viennent d'être faits sont profondément troublants et, si confirmés, les faits constitueraient non seulement des violations du droit international, mais représenteraient une évolution qui risque d'avoir de graves conséquences pour la sécurité européenne, asiatique et mondiale.

Trois aspects nous semblent particulièrement importants.

Premièrement, d'un point de vue légal, un déploiement de troupes des forces armées par la République populaire démocratique de Corée, si avéré, s'ajouterait au nombre croissant de rapports fondés faisant état du transfert illégal d'armes à la Russie. Toute transaction d'armes avec la République populaire démocratique de Corée constitue une violation des sanctions du Conseil de sécurité. Cela concerne la vente, l'achat, l'importation et l'exportation d'armes vers ou depuis la République populaire démocratique de Corée. L'emploi de missiles balistiques de type KN-23 et l'impact de leur utilisation sur la population civile ukrainienne soulèvent également des questions quant au respect du droit international humanitaire.

Une coopération militaire telle que décrite serait également proscrite selon les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2270 (2016). Alors que la résolution 2397 (2017) prévoyait le rapatriement de tous les travailleurs étrangers de la République populaire démocratique de Corée, la présence de milliers de troupes est inconciliable avec la lettre, et encore moins, l'esprit de cette résolution, ainsi qu'avec d'autres résolutions contraignantes. Une violation du droit international en alimente ainsi une autre : les infractions aux sanctions envers la

République populaire démocratique de Corée soutiennent l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

La Suisse regrette vivement que la prolongation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) ait échoué à cause d'un veto russe (voir S/PV.9591), alors que ce groupe menait des enquêtes sur les allégations de transferts illégaux d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie.

Deuxièmement, la Suisse condamne l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Il est consternant que, malgré les appels clairs et répétés de l'Assemblée générale et de la Cour internationale de Justice, la Russie continue son agression militaire. L'envoi de forces armées de pays tiers pour la soutenir irait à l'encontre non seulement de ces appels, mais aussi de l'esprit de la Charte des Nations Unies elle-même. Nous appelons la République populaire démocratique de Corée et toute tierce partie à s'abstenir de toute action susceptible d'alimenter l'agression militaire russe. Nous appelons une nouvelle fois la Russie à cesser immédiatement les hostilités et à retirer ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien.

Finalement, en ce qui concerne l'architecture de non-prolifération soigneusement construite au fil des cinq dernières décennies, nous appelons la République populaire démocratique de Corée à prendre des mesures concrètes en vue d'abandonner ses programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques et autres programmes connexes de manière complète, vérifiable et irréversible, et à respecter le moratoire sur les essais nucléaires qu'elle s'est imposé. La Suisse appelle la République populaire démocratique de Corée à se soumettre à nouveau et le plus tôt possible au Traité sur la non-prolifération et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La Russie, comme État dépositaire du Traité sur la non-prolifération, est appelée à le renforcer, non à l'affaiblir.

Le Conseil a la responsabilité et le devoir de répondre au double défi que représente l'agression militaire contre l'Ukraine et la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

En ce qui concerne l'Ukraine, la Suisse continue de soutenir la recherche d'une solution pacifique et reste prête à contribuer à tous les efforts visant à promouvoir la paix conformément à la Charte des Nations Unies, en particulier les principes d'intégrité territoriale et d'indépendance. Rien ne peut justifier les conséquences

humanitaires, sociales, psychologiques et économiques désastreuses de cette agression militaire. Elle nuit à tout le monde et ne profite à personne.

Nous continuerons également notre engagement pour une péninsule coréenne dénucléarisée et en paix, et encourageons également le recours aux bons offices du Secrétaire général pour un retour au dialogue et à la désescalade et la recherche de solutions diplomatiques. Nous encourageons la République populaire démocratique de Corée à engager un dialogue constructif avec le Conseil et le système onusien.

M. Kumanga (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique félicite la présidence des États-Unis d'avoir organisé la présente séance. Nous remercions M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M. Jonah Leff, Directeur exécutif de Conflict Armament Research, de leurs exposés et mises à jour sur la question à l'examen. Nous saluons la participation du représentant de la République populaire démocratique de Corée à la présente séance. Nous saluons également la participation des représentants de l'Ukraine et de l'Union européenne.

Nous avons à plusieurs reprises exprimé dans cette salle notre profonde inquiétude face à la persistance de l'armement dans le monde, qui compromet le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale.

La situation dans la péninsule coréenne est sensible, car elle est susceptible d'aggraver les tensions dans la région. Elle présente des risques, notamment en ce qui concerne la prolifération des armes, qui pourraient tomber entre les mains de groupes terroristes ou d'entités non autorisées, mettant ainsi en péril la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, nous continuons à appeler à faire preuve de mesure et de retenue et à s'abstenir de toute action unilatérale ou déclaration incendiaire.

La communauté internationale a un rôle clef à jouer dans la promotion d'un dialogue propice à une paix et à une stabilité durables dans la péninsule coréenne. Notre responsabilité collective est de la plus haute importance, car elle peut contribuer à prévenir et à éliminer la menace que représentent les armes nucléaires. Nous appelons tous les États importateurs et producteurs à respecter leurs obligations internationales au moyen d'un dialogue et d'une coopération efficaces, afin de garantir une paix et une stabilité durables dans la région et dans le monde en général.

La paix et la sécurité ne seront possibles nulle part sans l'application de mesures et d'instruments

internationaux. Le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et d'autres résolutions pertinentes des organes de l'ONU jouent un rôle clef à cet égard. C'est le moment pour nous tous de nous rassembler autour de l'appel lancé par le Secrétaire général dans son programme de désarmement.

Pour terminer, un monde avec moins de prolifération nucléaire sera toujours un monde avec plus de paix et de sécurité. À l'inverse, tant que la tendance actuelle à la concurrence et à la course au nucléaire prévaudra, la paix et la stabilité dans le monde seront constamment menacées.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Leff de leurs exposés.

En opposant son veto au renouvellement du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) (voir S/PV.9591), la Russie a voulu empêcher des enquêtes objectives et essentielles sur les violations des résolutions du Conseil de sécurité par la République populaire démocratique de Corée, afin de cacher au monde la vérité sur les agissements dangereux de celle-ci et sur sa propre complicité dans ces agissements.

La perte de ce comité rend d'autant plus indispensables des organisations telles que Conflict Armament Research. Les États-Unis se félicitent que ses experts indépendants et réputés continuent de fournir des informations claires et crédibles sur les violations liées à la République populaire démocratique de Corée. Ces rapports montrent pourquoi la Russie tenait tant à empêcher le renouvellement du mandat : la Russie et la République populaire démocratique de Corée se livrent à des transferts d'armes et à des entraînements illégaux, en violation flagrante de nombreuses résolutions du Conseil.

Les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009) et 2270 (2016) interdisent collectivement aux États Membres de l'ONU de recevoir de la République populaire démocratique de Corée tous armements et matériel connexe, ainsi que toute formation ou assistance en matière d'armement, ou de fournir ces armements et matériel à la République populaire démocratique de Corée. Ces résolutions ont été

adoptées en réponse aux essais nucléaires de la Corée du Nord. Elles attestent de notre obligation sacrée de maintenir la paix et la sécurité internationales. La Russie le sait bien. Elle a voté pour chacune de ces résolutions (voir S/PV.5551, S/PV.6141 et S/PV.7638). Et pourtant, elle les a violées dans les deux sens.

Nous estimons que la Corée du Nord a envoyé à la Russie plus de 20 000 conteneurs de munitions à ce jour, renfermant au moins 6 millions de munitions d'artillerie lourde, ainsi qu'une bonne centaine de missiles balistiques. Les conclusions indépendantes de Conflict Armament Research corroborent ce que nous avons lu dans les articles de presse et autres analyses provenant de sources ouvertes. Ces missiles ont ensuite été largués sur l'Ukraine, touchant des infrastructures civiles et des zones peuplées telles que Kyïv et Zaporizhzhia. Et la République populaire démocratique de Corée a poursuivi ses préparatifs en vue de transférer d'autres missiles à la Russie à la fin de l'année 2024. Nous disposons également d'informations selon lesquelles un grand nombre de pièces d'artillerie automotrices à longue portée de 170 millimètres et de lance-roquettes multiples à longue portée de 240 millimètres, provenant de la République populaire démocratique de Corée, seraient déployés dans le conflit.

Et maintenant, la Russie se tourne vers la République populaire démocratique de Corée pour obtenir des effectifs et des munitions dans le cadre de sa guerre d'agression contre l'Ukraine, accueillant plus de 11 000 soldats de la République populaire démocratique de Corée sur son sol. Cette information ne provient pas de la presse, mais de la République populaire démocratique de Corée. Et il ne s'agit pas de n'importe quels soldats : la Corée du Nord a envoyé des unités d'élite des forces spéciales en Russie. C'est la première fois que des soldats nord-coréens participent à des opérations de combat terrestre à grande échelle depuis plus de 70 ans et la première fois qu'ils le font hors de la péninsule coréenne. La Russie utilisera probablement ce déploiement comme base pour de futurs exercices d'entraînement conjoints avec l'armée populaire coréenne.

Il ne s'agit pas d'une voie à sens unique. Plus la Russie compte sur le soutien de la République populaire démocratique de Corée, plus cette dernière en bénéficie en retour, ce qui exacerbe les menaces pour la paix et la sécurité non seulement en Europe, mais partout dans le monde. Ces derniers mois, la Russie a formé les soldats de la République populaire démocratique de Corée à l'artillerie, aux systèmes de véhicules aériens sans équipage et aux opérations d'infanterie de base, y compris le nettoyage

de tranchées, ce qui indique que ces soldats participent à des opérations de première ligne et sont directement impliqués dans les hostilités contre l'Ukraine. De plus, nous disposons d'informations selon lesquelles la Russie a transféré des systèmes de défense antiaérienne à la République populaire démocratique de Corée.

Le Kremlin continue de fournir du pétrole raffiné gratuit et subventionné au régime de Kim, au-delà du plafond de 500 000 barils imposé par l'ONU, et de vendre des technologies et des équipements à double usage. En outre, nous sommes particulièrement préoccupés par l'intention de Moscou de partager avec Pyongyang des technologies satellitaires et spatiales, dont la guerre en Ukraine a clairement montré qu'elles sont essentielles à la capacité de communication et de collecte de renseignements d'une armée sur le champ de bataille moderne. Enfin, la Russie continue de protéger la République populaire démocratique de Corée contre les mesures prises conjointement par le Conseil, en entravant la mise en œuvre des sanctions contre ce pays, tout en tentant d'échapper aux reproches concernant ses violations.

Nous estimons par ailleurs – et c'est alarmant – que la Russie serait sur le point d'accepter le programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord, revenant ainsi sur l'engagement pris par Moscou depuis une décennie de dénucléariser la péninsule coréenne. Nous pensons que Moscou sera plus réticent à critiquer la mise au point d'armes nucléaires par Pyongyang et qu'il continuera de faire obstacle à l'adoption de sanctions ou de résolutions condamnant le comportement déstabilisateur de la Corée du Nord, comme nous l'avons déjà vu.

Chacun d'entre nous doit dénoncer cette attitude irresponsable. Depuis trop longtemps, la Chine fournit une couverture politique aux violations commises par la Russie, encourageant la République populaire démocratique de Corée à poursuivre ses tirs de missiles balistiques, entre autres comportements dangereux et provocateurs. Ce n'est pas là le comportement d'un État Membre responsable, et encore moins celui de deux membres permanents du Conseil. Les membres responsables du Conseil prennent au sérieux leur devoir de lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité internationales. Les membres responsables du Conseil soutiennent les résolutions qui freinent la prolifération, et exigent qu'il soit remédié aux violations des droits humains. Les membres responsables du Conseil n'ont aucune raison de craindre des spécialistes indépendants et objectifs. Et les membres responsables du Conseil n'apportent pas leur concours aux tyrans pour servir leurs intérêts politiques.

Il y a tout juste deux ans, je me suis rendue en Ukraine. J'ai vu de près la dévastation et le désespoir : une mère à Kyïv tenant la main sans vie de sa fille après une attaque russe sur son immeuble, une enfant qui voulait désespérément retourner à l'école ; une travailleuse humanitaire qui a été détenue et torturée par les forces russes et qui était tellement traumatisée qu'elle pouvait à peine parler. Je n'oublierai jamais les horreurs déclenchées par Poutine. Mais je n'oublierai jamais non plus la résilience du peuple ukrainien. Depuis des années, ils défendent leur terre, leur liberté, leur identité. Et ils se défendent aussi les uns les autres : en accueillant des voisins qui ont perdu leur maison, en risquant leur vie pour nourrir ceux qui sont dans le besoin, en soignant des orphelins et en montrant au monde que la solidarité est une forme de résistance.

Aujourd'hui, ils sont aux prises avec de nouvelles menaces, des menaces dangereuses. Aucun veto ne peut nier cette dure réalité. Je sais que le peuple ukrainien continuera de lutter contre l'oppression, l'impérialisme et la prolifération inconsidérée. Mais nous devons tous nous tenir à leurs côtés. Les États-Unis appellent donc une nouvelle fois la Russie à cesser toute coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée, à mettre fin à cette guerre d'agression insensée contre l'Ukraine et à retirer immédiatement ses soldats du territoire ukrainien à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Par ailleurs, je tiens à répondre à la Chine en ce qui concerne l'ouverture d'un dialogue avec la République populaire démocratique de Corée. Nous avons dit à maintes reprises que nous étions ouverts à un dialogue inconditionnel avec la République populaire démocratique de Corée. Chaque fois que nous lui avons tendu la main, elle a répondu en serrant le poing. Je le répète à nouveau aujourd'hui : nous sommes prêts à dialoguer avec la République populaire démocratique de Corée.

Enfin, nous devons continuer de travailler pour assumer nos responsabilités en tant que membres du Conseil et faire respecter la Charte des Nations Unies, que nous avons tous juré de protéger. Le peuple ukrainien l'exige de nous, il le mérite, il mérite une paix juste et durable. Faisons donc tous notre part pour l'aider à y parvenir.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Chine a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je n'avais pas initialement prévu de reprendre la parole. Toutefois, la Présidente, en sa qualité de représentante des États-Unis, a mentionné la Chine à plusieurs reprises. Je n'ai donc pas d'autre choix que de répondre brièvement.

Dans sa déclaration, la représentante des États-Unis a déformé et dénigré la politique et la position de la Chine sur la péninsule coréenne. Cela est tout à fait inacceptable. En tant que grand pays responsable et membre permanent du Conseil de sécurité, nous avons toujours plaidé pour le règlement pacifique des différends sur la base des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Nous avons toujours prôné le règlement politique des conflits et tensions régionaux. Qu'il s'agisse de la question de l'Ukraine ou de celle de la péninsule coréenne, la Chine s'est toujours prononcée en faveur de la paix et s'est efforcée de promouvoir le dialogue et de maintenir la stabilité. Nous continuerons de le faire.

Dans le même temps, nous espérons que les États-Unis joueront un rôle positif dans le règlement final de ces questions.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une autre déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je ne vais pas répondre directement car la question qui se pose est de savoir si la Chine soutient les efforts de la Russie et protège la République populaire démocratique de Corée. Nous avons constaté que c'était le cas à maintes reprises au Conseil. Je m'arrête donc là où j'ai commencé ma déclaration. Je maintiens ma déclaration, telle que je l'ai faite.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. Kim Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : L'année qui s'achève a été la plus compliquée et la plus tragique de l'histoire moderne. Cependant, même aujourd'hui, nous sommes encore témoins de la répétition de pratiques anormales au sein du Conseil de sécurité, où les discussions sur des questions pratiques directement liées à la paix et à la sécurité internationales sont mises de côté tandis que certains États Membres s'en prennent à titre personnel et de manière déraisonnable à des États souverains indépendants au nom de leurs intérêts géopolitiques étriqués.

La présente séance est un autre exemple de la manière dont le Conseil de sécurité néglige les tâches importantes qui lui ont été confiées par la communauté internationale et est utilisé à mauvais escient comme instrument de pression politique par les États-Unis et comme plateforme pour diffuser une propagande sinistre dans l'opinion publique. Je dénonce fermement les États-Unis et les forces qui les suivent pour avoir demandé la tenue de cette séance illégale, qui constitue une tentative de manipuler les esprits pour servir leurs intérêts géopolitiques égoïstes, au mépris de la Charte des Nations Unies et du droit international reconnu.

Ce sont les États-Unis et leurs alliés qui sont les principaux coupables de l'affrontement et de la discorde entre les nations. Ce sont eux qui ont fomenté d'incessants massacres de civils, en menant des interventions militaires irresponsables et illégales tout au long de l'année sur l'ensemble de la planète. Depuis le début de la crise ukrainienne, l'aide militaire des États-Unis à la clique de Zelenskyy a largement dépassé les 60 milliards de dollars. Ce seul fait montre à quel point ils ont contribué à la destruction de la paix et de la stabilité dans la région et au-delà. En particulier, l'Administration sortante des États-Unis a permis à l'Ukraine de frapper à l'intérieur du territoire russe à l'aide d'armes à longue portée fournies par les États-Unis, et certains autres pays occidentaux ont fait de même, entraînant ainsi la crise ukrainienne dans une phase plus dangereuse et suscitant des inquiétudes quant à la possibilité de voir éclater une nouvelle guerre mondiale.

Ce sont également les États-Unis et leurs alliés qui ont provoqué le chaos et le désordre absolus qui règnent actuellement au Moyen-Orient, ainsi que la pire catastrophe humanitaire jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale. Les actes militaires irresponsables des États-Unis, qui portent gravement atteinte à la paix et à la sécurité internationales, dépassent déjà les limites dans la péninsule coréenne également. Les États-Unis y ont déployé des dizaines de milliers de soldats et toutes sortes d'équipements militaires de haute technologie qui sont en état d'alerte permanent depuis plusieurs décennies, et organisent chaque année des exercices de guerre agressifs et frénétiques, en mobilisant leurs ressources nucléaires stratégiques. Ils ont récemment fait évoluer leur alliance avec la République de Corée vers un bloc militaire fondé sur les armes nucléaires, ce qui signifie que le déclenchement d'une guerre nucléaire en Asie du Nord-Est n'est plus une éventualité, mais une question de temps.

Alors qu'ils se livrent à des interventions militaires et profèrent des menaces de guerre contre des États souverains dans le monde entier, les États-Unis ont demandé la tenue de la présente séance en invoquant le prétendu engagement militaire d'une autre partie. Cette situation est un exemple flagrant du coupable accusant la victime.

Toutes les actions entreprises par les pays qui sont partisans des États-Unis sont légales et contribuent à la paix et à la sécurité, mais lorsque des pays souverains qui sont contre les États-Unis exercent leurs droits légitimes, ces actes sont illégaux et menacent la paix et la sécurité. Cette argumentation scélérate est totalement inacceptable et constitue un exemple typique de deux poids, deux mesures.

Le développement normal de relations de coopération entre des États souverains, en parfaite conformité avec la Charte des Nations Unies et le droit international, ne saurait faire l'objet d'une quelconque ingérence. Les relations entre la Corée et la Russie reposent sur le traité de partenariat stratégique global conclu entre la République populaire démocratique de Corée et la Fédération de Russie, qui est entré en vigueur ces dernières semaines. Il promeut le bien-être des peuples des deux pays et sert de mécanisme de sécurité pour apaiser les tensions dans la région et garantir la stabilité stratégique du monde. Il s'agit d'une contribution positive à la paix et à la sécurité internationales qui ne peut en aucun cas faire l'objet de critiques.

La République populaire démocratique de Corée ne tolérera jamais les pratiques arbitraires et autoritaires auxquelles les États-Unis et les forces qui les suivent ont recours dans leurs tentatives d'imposer un système de domination hégémonique et unipolaire. Elle s'acquittera de sa responsabilité de défendre une véritable justice internationale et de préserver la paix et la stabilité dans le monde.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Lambrinidis.

M. Lambrinidis (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova et la Bosnie-Herzégovine, pays candidats, l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange et membre de l'Espace économique européen, ainsi que Saint-Marin s'associent à la présente déclaration.

Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et M. Jonah Leff de leurs exposés.

J'axerai mon intervention d'aujourd'hui sur deux thèmes principaux qui se recoupent de manière de plus en plus dangereuse : premièrement, la violation continue par la République populaire démocratique de Corée de ses obligations en matière de non-prolifération et, deuxièmement, la coopération militaire croissante entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie, qui marque une escalade et une expansion dangereuses de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, ce qui a des conséquences graves et directes sur la sécurité non seulement de l'Europe, mais aussi du monde entier.

En ce qui concerne la non-prolifération, les programmes nucléaires et de missiles de la République populaire démocratique de Corée font peser une menace immédiate sur la sécurité de tous les pays et sur l'architecture internationale de désarmement et de non-prolifération dans son ensemble. La République populaire démocratique de Corée doit se conformer immédiatement à toutes les obligations que lui imposent les résolutions du Conseil de sécurité en renonçant à toutes ses armes nucléaires et autres armes de destruction massive, ainsi qu'à ses programmes de missiles balistiques et programmes nucléaires existants, de façon complète, vérifiable et irréversible, et cesser immédiatement toutes les activités connexes. Pratiquement toutes les personnes présentes dans cette salle l'ont dit aujourd'hui. Tous les États Membres de l'ONU, en particulier les membres du Conseil de sécurité, doivent garantir la pleine application des sanctions imposées par l'ONU. Nous soulignons que ces sanctions restent pleinement en vigueur, malgré le veto russe qui a empêché le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1718 (2006) de poursuivre ses travaux (voir S/PV.9591).

Nous renouvelons également notre appel en faveur de la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne, et exhortons la République populaire démocratique de Corée à prendre des mesures concrètes pour atteindre cet objectif et à renouer avec la diplomatie. La République populaire démocratique de Corée ne sera jamais acceptée en tant qu'État doté d'armes nucléaires. Elle doit se conformer à nouveau au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En outre, nous l'exhortons à signer et à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sans conditions préalables ni délai supplémentaire.

En ce qui concerne le renforcement de la coopération militaire entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie, y compris la participation directe aux combats contre les forces armées ukrainiennes, je

voudrais souligner une nouvelle fois que l'Union européenne condamne fermement et sans équivoque une telle escalade dans la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine.

La présence de milliers de soldats de la République populaire démocratique de Corée coopérant avec l'armée russe constitue une grave violation du droit international, y compris des principes les plus fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, ainsi qu'une violation flagrante de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Il s'agit d'un acte hostile de la part de la République populaire démocratique de Corée, qui a de graves conséquences pour la paix et la sécurité régionales et mondiales. C'est à dessein que la Russie sème l'instabilité et favorise l'escalade non seulement en Europe, mais aussi dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de la région Indopacifique.

Cependant, la République populaire démocratique de Corée et la Russie ont également renforcé leur coopération militaire dans d'autres domaines. Il est clairement établi que la République populaire démocratique de Corée a fourni des armes à la Russie, notamment des obus d'artillerie et des missiles balistiques, que la Russie a employés contre l'Ukraine. Toute exportation ou importation d'armes impliquant la République populaire démocratique de Corée constitue une violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. La Russie elle-même, membre permanent du Conseil, est directement responsable de ces violations. Nous exhortons les pays tiers à cesser toute assistance à la guerre d'agression de la Russie. Cela inclut non seulement l'appui militaire direct, mais aussi la fourniture de biens à double usage et d'articles sensibles qui étayent la base militaro-industrielle de la Russie.

L'interdépendance de ces évolutions est de plus en plus évidente et alarmante. L'Union européenne est particulièrement préoccupée par l'éventualité que la Russie transfère des capacités ou des technologies militaires avancées à la République populaire démocratique de Corée, y compris des technologies nucléaires ou liées aux missiles balistiques, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Dans ce contexte, le changement apparent de position de la Russie sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée est tout à fait suspect, dangereux et inacceptable. La Russie a abandonné les obligations essentielles qui lui incombent en vertu du Traité sur la non-prolifération, notamment celle de prévenir la prolifération nucléaire, et viole de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité,

adoptées avec l'appui de la Russie, ne l'oublions pas. L'enjeu est potentiellement monumental pour ce qui est de ses proportions et de ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Le Conseil doit intervenir avant qu'il ne soit trop tard.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Directeur exécutif Leff de leurs exposés.

La participation directe de soldats de la République populaire démocratique de Corée à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine est désormais un fait avéré. Depuis au moins le 14 décembre, de nombreux éléments de preuve, dont des séquences vidéo filmées par des drones ukrainiens, confirment la participation de soldats nord-coréens à des attaques contre des positions ukrainiennes. Les forces russes ont intégré ces unités de la République populaire démocratique de Corée dans des formations conjointes et les utilisent dans des opérations contre les forces ukrainiennes dans la région de Kursk.

Comme le montre la séquence vidéo, les soldats nord-coréens utilisent des tactiques particulières. Ils avancent principalement en grand nombre, à pied et en terrain dégagé, formant de très longues chaînes. Cette approche ressemble de manière frappante aux tactiques d'infanterie employées pendant la Seconde Guerre mondiale, mais elle est tout à fait inhabituelle dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne. Une autre caractéristique notable est leur méconnaissance des armes modernes telles que les systèmes de drones aériens. Les preuves vidéo disponibles révèlent que les soldats nord-coréens ne semblent pas préparés à riposter aux attaques de drones et qu'ils n'ont même pas une connaissance élémentaire des mesures à prendre pour contrer les menaces liées à ces engins. Ils ont déjà subi des pertes notables. Au 14 décembre, les pertes estimées d'unités composées de personnel russe et nord-coréen représentaient environ 200 militaires.

Dans ce contexte, la République populaire démocratique de Corée continue de fournir des armes et des munitions à la Russie. Ainsi, depuis décembre 2023, la République populaire démocratique de Corée a transféré à la Russie plus de 20 000 conteneurs de munitions et de matériel militaire, ainsi qu'une centaine de missiles balistiques, utilisés par Moscou contre l'Ukraine. Le cas le plus récent a été recensé vendredi dernier, lorsque la

Russie a utilisé un missile de la République populaire démocratique de Corée dans son attaque massive contre les infrastructures énergétiques critiques de l'Ukraine. La délégation ukrainienne a informé le Conseil de sécurité de cette frappe à la séance organisée lundi (voir S/PV.9816).

Il convient de souligner qu'avec ces transferts d'armes, la Russie et la République populaire démocratique de Corée violent de manière flagrante l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à la République populaire démocratique de Corée et prévu par de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. En outre, la formation par la Russie de soldats de la République populaire démocratique de Corée viole également ces mêmes résolutions.

Je tiens à rappeler que ni la Russie ni la République populaire démocratique de Corée ne pourraient produire des missiles au niveau actuel si Moscou et Pyongyang n'avaient pas accès à des composants fabriqués par des pays tiers en raison de diverses failles dans les régimes de sanctions. Par ailleurs, la Russie exploite les lacunes existantes pour fournir sa propre aide militaire à la République populaire démocratique de Corée, notamment des technologies névralgiques.

Il ne fait aucun doute que les composants provenant de pays tiers et les technologies militaires provenant de la Russie, qui comprennent probablement la technologie de pointe des missiles balistiques intercontinentaux (MBI), contribuent de manière considérable à la mise au point des programmes nucléaires et de missiles balistiques, y compris de MBI, de la République populaire démocratique de Corée. Il y a environ 7 000 kilomètres entre la République populaire démocratique de Corée et l'Ukraine. Je n'ai pas besoin de rappeler à qui que soit la portée des MBI et les pays qui se trouvent à portée de ces missiles. Cela montre clairement que la question de l'Ukraine et celle de la péninsule coréenne ne sont pas des questions distinctes. Les agissements de Moscou et de Pyongyang en ont fait des questions interdépendantes.

Les mesures prises par Moscou et Pyongyang sapent les efforts déployés au niveau international pour parvenir à une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne. À cet égard, nous saluons les récentes décisions de nos partenaires de renforcer les sanctions contre la Russie et la République populaire démocratique de Corée, et nous appelons à l'adoption de nouvelles mesures résolues à cet égard.

En raison de l'extension par la Russie de la guerre contre l'Ukraine, la sécurité en Europe et la sécurité dans la région Indopacifique sont désormais directement liées.

Poutine veut créer davantage de problèmes pour le monde en Asie. C'est pourquoi les Russes forment la Corée du Nord à la guerre moderne. Face à la participation effective de la Corée du Nord aux hostilités, il faut exercer des

pressions concrètes sur Moscou et sur Pyongyang au nom du respect de la Charte des Nations Unies et à titre de punition de l'escalade.

La séance est levée à 17 h 5.